

Burundi : une nouvelle embuscade sanglante non encore revendiquée

RFI, 28/06/2021 Burundi : une vingtaine de morts dans une embuscade prenant pour cible des véhicules civils. C'est une véritable déchaînement de violences inouïes qui s'est passé le samedi 26 juin au soir au centre du Burundi. Un groupe armé non identifié a tendu une embuscade aux véhicules qui circulaient sur la route nationale n°2 qui relie Bujumbura à Gitega, la nouvelle capitale du pays. Le bilan est lourd, de 15 à 20 civils tués, certains ont été brûlés vifs et sang-froid.

L'embuscade a eu lieu dans la commune de Rutegama, dans la province de Muramvya, à quelque 70 kilomètres de Bujumbura, aux environs de 20 heures, heure locale (18h TU). Des assaillants lourdement armés ont coupé la route avec des pierres en plein milieu de la chaussée, obligeant les véhicules à s'arrêter. Ils se sont alors mis à tirer et bouillonnant sur les premiers arrivés notamment deux véhicules de transport. Puis les assaillants ont aspergé d'essence ces deux véhicules et il y avait encore une douzaine de personnes en train de crier et de pleurer, avant d'y mettre le feu, selon le témoignage de rescapés, qui décrivent une scène « d'une grande cruauté ». Au final, treize personnes brûlées vives dans les deux véhicules, entre 3 et 5 ont été tués par balles et quinze autres blessés. Ces assaillants sont repartis une dizaine de minutes plus tard, en tuant deux personnes qui ont eu le malheur de croiser leur route un kilomètre plus loin, avant que les secours n'arrivent sur place. Interrogation autour des assaillants Pour l'instant, l'identité de ces assaillants reste un véritable mystère, aucun groupe rebelle burundais n'a revendiqué la paternité de cette embuscade. Ce dimanche, le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique a confirmé dans un tweet l'embuscade, qu'il a qualifié de « terrorisme », sans plus de détails. De telles embuscades sont plus fréquentes au Burundi. Douze personnes avaient été tuées dans les mêmes circonstances le 9 mai dernier, sur le même axe routier. Aucun assaillant n'avait été arrêté sur le coup. Puis vendredi dernier, le porte-parole du ministre ayant en charge l'Intérieur, Pierre Nkurikiye, avait annoncé l'arrestation des responsables de l'attaque de mai et de attaques similaires qui l'avaient précédée, en pointant du doigt des retraités ex-FAB, membres de l'ancienne armée dominée par la minorité tutsie. Depuis samedi soir, le principal parti d'opposition, le CNL d'Agathon Rwasa, a plaidé l'arrestation d'une dizaine de ses militants dans la commune de Rutegama. L'opposition et la société civile accusent les autorités de chercher à instrumentaliser la question ethnique, mais aussi de profiter de l'occasion pour réprimer les opposants politiques, en parlant de leur cibles d'attaques qui seraient liées aux dissensions internes au sein du parti au pouvoir.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});